

EN COUVERTURE

Quand l'Europe croit (enfin !) en elle

Souveraineté. Malmenée par Trump, agressée par Poutine, menacée de déclassement, l'Europe semble relever la tête malgré les obstacles. Intelligence artificielle, défense, industrie, espace : jusqu'où ira le sursaut ?

PAR EMMANUEL BERRETTA

La scène se passe lors de l'un des derniers Conseils européens auxquels participait Viktor Orban. Profitant d'une pause, l'ex-Premier ministre hongrois circule dans les couloirs de l'immeuble Europa, qui abrite les sommets à Bruxelles, et croise Emmanuel Macron. Les deux hommes s'apprécient et se parlent sans fard. La soirée est déjà longue, chargée en tractions de coulisses sur le « prêt à l'Ukraine » de 90 milliards d'euros. Goguenard, Viktor Orban apostrophe alors le chef de l'État français : « Emmanuel, tu sais que tu es le dernier à y croire ? » Croire

que 27 nations qui se sont étripées copieusement pendant des siècles sont encore capables de se défendre dans un monde de brutes, croire que la délibération collective, longue et tortueuse, puisse rivaliser avec les oukases express des dictateurs qui gouvernent le monde, croire que les « valeurs européennes » de respect de la démocratie, de l'État de droit et de la dignité humaine ont encore un sens sur cette planète où le coup de force vient défier l'ordre juridique établi depuis la Seconde Guerre mondiale. On ne sait pas ce qu'Emmanuel Macron a répondu ●●●

●●● ce jour-là au leader illibéral de Budapest. Mais on sait, en revanche, ce que les électeurs hongrois ont répondu à Viktor Orban le 12 avril : eux croient encore à l'Europe et ils ont décidé, massivement, de se tourner vers l'Occident en élisant un jeune Premier ministre de 45 ans, Péter Magyar, parti seul à la conquête du pouvoir deux ans plus tôt. Il ne faut pas toujours désespérer des peuples européens. Après seize ans de règne et d'accapement méthodique de tous les pouvoirs, l'illibéralisme connaît aussi une date de péremption.

Viktor Orban n'est pas le seul à avoir sous-estimé l'élan européen. Donald Trump, qui bouscule les Européens à l'ouest, a dû renoncer au Groenland et attend depuis dix mois la validation de son « deal commercial » avec l'Europe, tandis que la justice américaine démonte une à une ses décisions de tarification commerciale. Vladimir Poutine et sa gigantesque armée devaient ne faire qu'une bouchée de l'Ukraine. Les Européens paient désormais seuls, sans les Américains, l'effort de guerre de Kiev et, malgré cela, la Russie patine sur sa ligne de front et recule ces derniers temps. Xi Jinping enterre l'Europe sous des tonnes de surcapacités industrielles, des panneaux solaires

aux véhicules électriques, sans parler des « petits colis » qui, s'ils ne sont pas endigués, ravageront les rangs des fabricants européens. Mais l'Europe, qu'on disait ouverte à tous les vents, dresse une à une des herses, reprend en main son acier, et remodèle son système douanier pour endiguer ce torrent chinois.

Le retournement de l'Allemagne est discret mais historique.

Trois empires, trois logiques de prédation. En face, l'Union européenne : 27 États, 24 langues, des histoires antagonistes, des susceptibilités nationales, des vetos, des trilogues qui finissent à trois heures du matin sur des formulations que nul ne comprend le lendemain matin. Et pourtant, elle tourne ! L'Europe sort de sa sieste stratégique et tente, avec ses moyens, avec sa démographie déprimée, avec sa lenteur structurelle, de rattraper son retard économique et numérique. Comme

toujours, quand elle est dos au mur et n'a plus le choix.

La défense, du tabou à l'arsenal. Longtemps, la défense européenne relevait de la métaphysique. On en parlait lors des sommets, on signait des déclarations d'intention, on renvoyait le dossier au suivant. Le général de Gaulle lui-même avait dû y renoncer en 1959. En 2026, c'est fini. L'argent est là, les règlements sont adoptés en un temps record, les commandes commencent à passer. Le programme Safe – Security Action for Europe – permet à l'Union d'emprunter collectivement pour financer des acquisitions militaires communes. Ce sont 150 milliards d'euros de prêts disponibles pour les États membres. Dix-neuf pays ont déjà souscrit. La première vague de plans nationaux a été approuvée par la Commission le 15 janvier 2026, pour un total d'environ 38 milliards d'euros. Le premier versement a été décaissé le 29 mai : 6,6 milliards d'euros en faveur de la Pologne, la plus importante de tous les États membres. La France attend ses 15 milliards d'euros.

L'Edip (*European Defence Industry Programme*) structure la base industrielle commune. L'Europe verse une subven-

Les réussites à mettre au crédit de l'Europe



Ces si utiles supercalculateurs

L'Europe calcule désormais à l'échelle du monde. L'initiative

EuroHPC aligne neuf supercalculateurs répartis de Kajaani à Barcelone, dont Lumi en Finlande (troisième machine mondiale à son lancement). Ils servent la recherche climatique, médicale et industrielle. L'objectif : figurer parmi les trois premières puissances mondiales du calcul intensif d'ici 2030.

La Terre vue du ciel

L'Europe navigue et surveille le globe par elle-même. Galileo, son système de navigation, guide

chaque jour 4 milliards d'appareils dans le monde. Il est plus précis que le GPS américain. Copernicus, son programme d'observation terrestre, cartographie forêts, glaces et zones inondées en temps réel. Deux infrastructures souveraines, financées par Bruxelles.

Les pompiers de l'Europe



protection civile, créé en 2001, musclé après les mégafeux de 2017, permet aux États membres de mutualiser avions, pompiers

et matériels en quelques heures. La flotte commune, RescEU, compte désormais une vingtaine d'appareils prépositionnés. Ce sont des milliers d'hectares sauvés chaque été.

Erasmus, le lien des jeunes

Depuis 1987, 13 millions d'Européens ont étudié à l'étranger grâce à ce programme. Le plus populaire de l'Union, et probablement le plus efficace à créer du « sentiment européen ». Doté de 26 milliards d'euros pour 2021-2027, il s'est étendu à la formation professionnelle et au sport. Un investissement dont le retour, humain autant qu'économique, est rarement contesté.



Friedrich Merz, Volodymyr Zelensky, Keir Starmer et Emmanuel Macron, le 7 juin à Londres.

tion de 15 % sur les achats groupés, portée à 25 % si la majorité des pays participants a augmenté ses dépenses de défense d'au moins 30 % dans les trois ans précédant la demande. La Commission peut préfinancer la production via des accords d'achat anticipé. C'est une transposition aux missiles et aux drones du modèle des vaccins qui ont libéré l'Europe du Covid. Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Schuman, pousse plus loin encore. Il plaide pour un nouveau traité de défense européenne allant au-delà de l'article 42.7 du traité sur l'Union européenne et de l'article 5 de l'Otan – un traité qui inclurait le Royaume-Uni, la Norvège et l'Ukraine. Ce pacte enverrait un signal de solidarité robuste et constituerait un premier pas concret pour l'Ukraine. Giuliani avait d'abord proposé cette idée en 2016, après le Brexit. Il l'a réactivée. L'époque lui donne raison.

La défense terrestre a son pendant spatial. Car la guerre en Ukraine l'a démontré sans ambiguïté : celui qui contrôle le ciel contrôle le champ de bataille. Les communications militaires, le guidage des drones, la surveillance en temps réel... Tout passe désormais par les satellites. Dépendre de Starlink pour ces fonctions critiques, c'est dépendre du bon vouloir d'Elon Musk et de son mentor politique. L'Europe l'a compris. D'où Iris² – la constellation européenne de 290 satellites de

télécommunications en orbite basse et moyenne, dotée d'un budget de 10,6 milliards d'euros, associant l'Union européenne, l'Agence spatiale européenne et un consortium d'opérateurs privés incluant Airbus, Thales, SES, Eutelsat et Leonardo.

Le chemin n'a pas été rectiligne. Huit mois de turbulences politico-industrielles ont retardé la validation, notamment parce que Berlin jugeait le projet trop favorable aux Français. La question allemande n'est pas totalement soldée : le chancelier Merz a annoncé, au début de l'année, travailler à sa propre constellation satellitaire de communications militaires en parallèle. L'annonce récente de l'abandon du SCAF, l'avion de combat franco-allemand et espagnol, n'augure rien de bon. « Est-ce qu'on est en capacité aujourd'hui en Europe de porter deux projets satellitaires concurrents ? Moi, ça me questionne », s'interroge une source gouvernementale française, avant d'enfoncer le clou sur les coûts : « On est en train de parler de programmes qui vont coûter cher. L'ordre de grandeur, c'est la dizaine de milliards d'euros. C'est quand même beaucoup d'argent »

La « préférence européenne », longtemps une notion française taboue dans

les cénacles européens, est désormais inscrite dans les textes. La Chine est exclue sans appel de l'ensemble des financements publics couverts. Et pour les pays tiers qui seraient tentés de jouer les intermédiaires – assembler en Turquie ce qui est conçu à Shenzhen pour contourner l'étiquette d'origine – le texte a prévu ses parades. ainsi, dans les domaines où la Chine détient plus de 40 % du marché mondial (batteries, panneaux solaires, certains composants électroniques), les règles sont encore plus strictes. Ce n'est pas du protectionnisme. C'est la fin d'une certaine naïveté.

Préférence industrielle. Lors du Conseil Compétitivité du 28 mai 2026, l'Allemagne de Merz, traditionnellement hostile à toute forme de préférence industrielle européenne, a envoyé son représentant valider le principe. Le secrétaire d'État Frank Wetzel a entériné ce que Berlin refusait depuis des années et pas plus tard qu'en février. Comme le disait un diplomate européen au sortir de la session : « Au début de l'année, Friedrich Merz écoutait encore trop les quelques multinationales allemandes qui ont des filiales aux États-Unis ou en Chine, au détriment de ses entreprises du Mittelstand. Or, elles ne peuvent plus faire face à la concurrence chinoise, y compris sur le haut de gamme. Elles l'ont fait bouger. » Le retournement du chancelier allemand est discret. Il n'en est pas moins historique.

Cette logique de réciprocité s'emboîte désormais dans la relance de la politique commerciale européenne. L'Europe signe, de nouveau, ses plus grands accords commerciaux : Mercosur, Inde, Indonésie, Mexique. Encore une fois : merci Donald Trump ! Depuis que le président américain a versé dans le protectionnisme, les pays qui refusent la politique des barrières se tournent vers l'Europe. C'est le choix d'un modèle : réguler les échanges par des règles de droit plutôt que par le rapport de force. Là où Trump lève des barrières douanières par ●●●

88,8
MILLIARDS

En euros, l'aide à l'Ukraine proposée par la présidence chypriote dans le prochain budget européen de long terme (2028-2034).

2028

Le Monténégro (620 000 habitants) pourrait adhérer à l'UE d'ici à cette date. Ce serait une première depuis 2013 (Croatie).

●●● décret présidentiel et Pékin subventionne ses champions nationaux sans complexe, Bruxelles négocie des traités qui reposent sur l'équilibre, l'équité, l'accès mutuel aux marchés publics, le règlement des litiges par le droit.

Compensation. En deux ans, l'Union a finalisé ou réactivé plus d'accords commerciaux qu'à aucune autre période de son histoire. Notamment l'accord avec l'Inde, conclu après quatorze rounds depuis la relance de juin 2022, sur un marché de 124 milliards d'euros d'échanges annuels. Tandis que le Mercosur, fort de 260 millions de consommateurs, offre aux Européens un accès garanti aux matières premières critiques pour la transition numérique. En 2000, l'Union représentait 40% des exportations vers le Mercosur. Aujourd'hui, Pékin est loin devant. L'accord doit corriger ça aussi. Cela ne se fera pas en un jour.

La logique est cohérente. « *Oui, l'UE continue à défendre le libre-échange, mais nous serons également fermes et puissants lorsque nos entreprises tirent la courte paille* », prévenait, en mars, Maros Sefcovic, le commissaire au Commerce devant les eurodéputés. Un pays qui n'ouvre pas ses marchés publics aux entreprises européennes peut désormais être exclu des marchés européens. L'ouverture de l'UE est désormais conditionnelle, vérifiée, révoquable. Cette logique de réciprocité commerciale a son pendant humain. L'Europe a besoin des talents (ingénieurs, chercheurs, soignants, techniciens qualifiés) que sa démographie déprimée ne produit plus en quantité suffisante. La vraie souveraineté migratoire, c'est choisir qui on invite et être capable de refouler qui on ne veut pas.

Le 12 juin 2026, le Pacte sur la migration et l'asile est entré en vigueur. C'est l'aboutissement de huit années de négociations, de blocages, de crises politiques internes. Pour la première fois,

l'Union gère le sujet au lieu de le subir. Le résultat n'est pas parfait, il ne satisfait entièrement ni les uns ni les autres, ce qui est souvent le signe qu'un compromis est honnête. Mais il existe. Il crée un mécanisme de solidarité juridiquement contraignant : chaque pays choisit entre l'accueil de migrants relogés, une contribution financière ou une mise à disposition de moyens opérationnels au profit des États sous pression migratoire. Aucun, en principe, ne peut se soustraire sans compensation. La Pologne de Donald Tusk se fait encore un peu prier...

Les chiffres donnent la mesure du chemin parcouru. Les franchissements irréguliers des frontières de l'Union

(178 000) ont diminué de 26% en 2025, soit le niveau le plus bas depuis 2021. La dernière pièce du puzzle vient de se mettre en place : le règlement retour. C'était la pièce manquante. Le Pacte organisait l'accueil et la solidarité, mais sans règles communes sur les retours, la crédibilité du système restait à construire. Depuis 2008, la jurisprudence de la Cour de justice avait érigé une forêt d'obstacles procéduraux que le nouveau texte abat méthodiquement : fin de l'effet suspensif automatique des recours, rétention portée jusqu'à vingt-quatre mois, ordre de retour européen standardisé. L'Europe a désormais les outils juridiques qu'elle n'avait pas. À charge pour les polices des frontières de les faire fonctionner.

L'Europe qui refoule, c'est aussi l'Europe qui choisit qui elle accueille. La carte bleue européenne, l'équivalent du système de points canadien ou australien, est en cours de refonte pour attirer les profils qualifiés dont les économies européennes ont besoin. « *Le mieux serait encore d'aller former les talents dans les pays d'origine, glisse un diplomate européen. La migration doit être un aller et un retour, un va-et-vient d'enrichissements et non simplement une intégration à la française.* » Idée d'avenir. Mais le cadre commun existe désormais et



Mette Frederiksen, Première ministre danoise, a tenu tête à Donald Trump dans le dossier du Groenland. Son pays est l'un des principaux soutiens financiers de l'Ukraine en Europe.

c'est lui qui fixe les règles, non le choix unilatéral d'une capitale comme Madrid, qui a lancé en avril une régularisation massive de 500 000 sans-papiers à deux mois de l'entrée en vigueur d'un dispositif qui va exactement dans le sens contraire.

L'Europe se bat contre ses adversaires extérieurs. Elle se bat aussi contre elle-même. Les rapports Draghi et Letta, publiés en 2024, ont jeté une lumière crue sur ce que tout chef d'entreprise européen sait depuis longtemps : le marché unique, vitrine de l'intégration européenne, est une construction inachevée, hérissée de barrières nationales. Mario Draghi a chiffré le coût de cette fragmentation : 10% de PIB perdus chaque année. Sans l'Union de l'épargne des Européens (un chantier en cours), le marché américain continuera d'aspirer nos meilleurs licornes. Les États membres veulent conclure cette union des marchés financiers avant l'été, sinon une « coalition des volontaires » se passera de l'avis des récalcitrants.

Donc, les réponses les plus sérieuses arrivent. Ursula von der Leyen a fixé le cadre le 20 mai lors du débat sur le marché unique au Parlement européen : ce marché de 18 000 milliards d'euros de PIB doit être achevé et les « Terrible

Ten», les dix barrières les plus absurdes au commerce interne, devront être abolies. Les investisseurs doivent pouvoir créer une société paneuropéenne en quarante-huit heures et pour moins de 100 euros: ce sera l'EU Inc., le régime du 28^e État pour les entreprises qui veulent opérer dans toute l'Union sans se heurter à 27 législations différentes.

Les trois institutions – Parlement, Conseil, Commission – ont signé en avril à Chypre la feuille de route «One Europe, One Market»: 42 actions législatives précises, un suivi trimestriel, une date butoir fixée à fin 2027.

Beaucoup reste à faire. L'Europe dépend encore à 80% d'infrastructures numériques américaines (Amazon, Microsoft, Google). Dernière illustration en date: Washington vient d'interdire à Anthropic de distribuer hors des États-Unis ses deux modèles les plus avancés, Fable 5 et Mythos 5, laissant l'Europe sans accès à la frontière technologique du moment. La pression extérieure est suffisante pour que personne n'ose plus traîner les pieds trop ouvertement. La souveraineté numérique devient impérieuse pour l'Europe.

C'est d'ailleurs ce que Mark Carney, le Premier ministre canadien, premier pays non européen invité à la Commu-

nauté politique européenne réunie à Erevan le 4 mai 2026, est venu dire à ses hôtes. «*La sécurité et la prospérité s'étendent aujourd'hui bien au-delà des domaines traditionnels de l'alimentation, de l'énergie et de la défense, a-t-il déclaré en forme de mise en demeure polie. Elles incluent désormais les communications spatiales, les semi-conducteurs, la souveraineté numérique, les minéraux critiques, les systèmes de paiement indépendants, l'énergie propre*

« L'ordre international sera reconstruit à partir de l'Europe. »

Mark Carney

et les vaccins. » Et de conclure sur une formule qui sonnait comme un encouragement adressé aux hésitants: «*C'est ma conviction personnelle profonde que l'ordre international sera reconstruit, mais qu'il sera reconstruit à partir de l'Europe.* »

L'hommage du Canadien dit assez la puissance d'attraction de cette bonne vieille Europe. Combien de candidats frappent désormais à sa porte? L'Islande, qui avait interrompu son processus d'adhésion en 2013, le reprend: les Is-

landais voteront le 29 août prochain – non sur l'adhésion elle-même, mais sur la reprise des négociations. L'Arménie, après des décennies dans l'orbite russe, regarde vers Bruxelles. La Moldavie et l'Ukraine rêvent d'une entrée rapide – ce qui ne sera sans doute pas le cas, mais la direction est fixée. Au sein des Balkans occidentaux, le Monténégro et l'Albanie redoublent d'efforts pour être prêts à l'adhésion d'ici un ou deux ans. C'est le signe le plus révélateur du rayonnement européen: l'Europe attire encore, tandis qu'elle fait bailler nombre d'Européens qui ne réalisent pas la chance de vivre dans un espace de liberté où le confort reste appréciable et la couverture sociale digne pour les plus humbles.

Raison collective. Il aura fallu un choc pour que l'Europe se réveille. Et même plusieurs. Car la souveraineté européenne, avant qu'elle ne s'impose peu à peu dans les esprits, attendait l'effondrement d'un modèle. Le modèle allemand: des industries qui exportent et prospèrent avec de l'énergie russe bon marché, une Chine ouverte qui absorbe les machines-outils de Bavière, des États-Unis qui paient la facture sécuritaire sans rechigner. Ce modèle était confortable. Il était aussi une fiction. Poutine l'a fait exploser en envahissant l'Ukraine. Xi l'a achevé en inondant les marchés européens de produits subventionnés. Trump fragilise l'Otan à chaque fois qu'il est contrarié. L'Allemagne, première économie du continent, doit se réinventer. La France lui souffle à l'oreille un autre modèle: l'indépendance, la réduction des vulnérabilités, une politique industrielle sur les secteurs d'avenir...

Vous trouverez mille raisons de peser contre l'Europe: trop lente, trop bureaucratique, trop «petit bras». Elle a ses vulnérabilités: une dépendance aux matières premières chinoises, des tentations souverainistes qui ne disparaissent pas, parfois téléguidées par ses adversaires. Mais, dans ce monde de 2026 où les empires reconstitués jouent leur partie sans égard pour les règles qu'ils ont eux-mêmes signées, l'Europe représente quelque chose d'assez rare: un espace de raison collective. Pas parfait. Mais tenace, réformable, et vivant. L'Europe, c'est maintenant. Et c'est la seule utopie qui ne tue pas ●